

LE COMMUNAUTAIRE À BOUTTE



ABOUTTE.INFO

18 février 2026

Bonjour tout le monde,

Si je prends la parole aujourd'hui, c'est pour expliquer pourquoi, comme administrateur de **Droits et Recours Santé Mentale Gaspésie-Les Îles**, j'ai appuyé **le mandat de grève communautaire** proposé dans le mouvement « **Le communautaire à boutte** ».

Je veux le dire simplement : ce mandat-là, ce n'est pas un caprice, et ce n'est pas un geste contre la population.

C'est un geste de solidarité. Et c'est un geste devenu nécessaire.

Parce qu'on le voit tous : année après année, on essaie de maintenir des services essentiels, on fait tout pour garder nos équipes, et on demande souvent aux travailleuses et travailleurs du communautaire d'en faire toujours plus, avec toujours moins.

Pendant ce temps-là, les besoins augmentent : la pauvreté augmente, la détresse augmente, et nos organismes se retrouvent à porter une partie énorme du filet social, sans avoir les moyens stables et adéquats pour tenir le coup.

Mais je veux aussi être très clair : **ce mandat de grève n'est pas une fermeture complète pendant deux semaines.**

On parle de **quelques journées ciblées**, dans la période prévue, où l'équipe sera libérée pour participer aux actions locales, régionales, et à la mobilisation nationale, notamment le déplacement à Québec.

Ces journées-là, nos services seront **restreints**, oui, mais pas abandonnés. On va s'organiser de façon responsable.

Et surtout, on va expliquer aux personnes qui viennent chercher des services chez nous **ce qu'on fait, pourquoi on le fait, et quand.**

On veut aussi utiliser ce mandat comme une occasion d'**éducation populaire** : informer, sensibiliser, et même, si des gens le souhaitent, les inclure dans certaines actions de mobilisation.

Parce qu'au fond, ce mandat de grève, c'est un message clair : les organismes communautaires autonomes sont essentiels, et si on veut qu'ils continuent d'exister, il faut que le financement suive.

Alors oui, c'est un geste fort.

Mais c'est un geste réfléchi.

Et surtout, c'est un geste de solidarité.

Martin Castonguay

Vice-président du CA de Droits et Recours
Santé Mentale Gaspésie-Les Îles